



REPUBLIQUE DU NIGER

**Intervention de la Délégation du Niger
à la 9^{ème} Conférence d'Examen du Traité de
Non Prolifération des Armes Nucléaires prononcée
par Madame Zeinabou Mindaoudou Souley,
Présidente de la Haute Autorité Nigérienne
à l'Energie Atomique (HANEA)**

New York, 30 Avril 2015

Madame la Présidente,

Permettez-moi, au nom de la délégation qui m'accompagne, de vous adresser mes vives et sincères félicitations pour votre élection à la Présidence de cette 9^e Conférence de révision du TNP.

Je reste convaincue, au vu de la grande dextérité dont vous avez fait montre, qui a permis de rapprocher les points de vue des participants, au séminaire tenu à Alger du 8 au 9 avril 2015, que votre leadership permettra de créer l'atmosphère de travail nécessaire pour mener à bien nos travaux.

Je félicite également les autres membres du bureau, soyez tous assurés de notre pleine et entière collaboration.

Permettez-moi également de saisir cette occasion, pour exprimer à la délégation du Népal, la compassion du Niger suite au violent tremblement de terre qui a provoqué des milliers de morts, et d'importants dégâts dans le pays.

Madame la Présidente,

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de la République Islamique d'IRAN, au nom du Mouvement des Non Alignés (MNA), ainsi qu'à celle faite par le Nigeria au nom du Groupe Africain. Toutefois, nous aimerions relever quelques points à titre national.

La conférence d'examen de 2010 se disait, - *je cite*- "profondément inquiète du risque que continue de représenter pour l'humanité, la possibilité que les armes nucléaires soient utilisées, et les conséquences humanitaires catastrophiques qu'entraînerait un tel emploi". *Fin de citation*.

Partant de cette prise de conscience collective sur la question des armes nucléaires, nous estimons qu'avec l'adoption probable en septembre prochain, d'un agenda de développement pour l'après 2015 intitulé " l'avenir que nous voulons", qui vise à placer la personne humaine et l'environnement au centre des actions de développement, la communauté internationale trouvera une source d'inspiration, pour la mise en œuvre intégrale du TNP, dont certaines dispositions cadrent parfaitement avec le bien-être général recherché par cet agenda.

Lors des conférences sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires tenues à Oslo en 2013, au Mexique et en Autriche respectivement en février et décembre 2014, il a clairement été démontré, qu'aucun pays, ni aucune organisation internationale ne dispose de moyens conséquents, pour répondre aux catastrophes que provoqueraient de telles armes. L'humanité n'a donc nullement besoin de courir de tels risques.

A cet égard, ma délégation rejoint les appels déjà lancés par ses préopinants aux EDAN, en vue d'entreprendre des actions concrètes en faveur de la non perfection et de la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que du démantèlement de leurs arsenaux, conformément aux 13 étapes prévues par le plan d'actions de 2010.

Nous partageons également les vues selon lesquelles, l'extension indéfinie du traité ne devrait en aucun cas constituer un argument, pour retarder l'élimination de cette menace.

En effet, l'élimination totale s'avère être la meilleure garantie de sécurité mondiale, au vu de la précarité de la sécurité numérique, maintes fois mise à rude épreuve par des actes de cybercriminalité, et au vu l'existence de risques réels d'accès aux données et autres arsenaux nucléaires, par des personnes peu scrupuleuses, et par conséquent, aux catastrophes environnementales, économiques et sanitaires que nous redoutons profondément.

Madame La Présidente, Mesdames Messieurs,

Qu'il me soit aussi permis de rappeler que la République du Niger a adhéré au TNP, signé les accords de Garanties et le protocole additionnel avec l'AIEA, et ratifié le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN). Notre pays collabore étroitement avec le comité 1540 de l'ONU, pour la mise en œuvre de la résolution du même nom, et prend part à l'initiative de l'Union Européenne sur les centres d'excellence pour la réduction des risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC).

Dans le cadre du TICEN, le Niger héberge une station sismique primaire, un centre national de données, et il est dans le processus d'installation d'une station de surveillance radionucléide, associée à un système de détection de gaz nobles.

Madame la Présidente, chers participants

C'est dire si besoin est, que notre pays, quatrième producteur mondial d'uranium, fait preuve d'un profond attachement à la promotion de la paix et de la sécurité internationales, et aux objectifs du TNP.

Aussi, nous sommes pour le respect strict de ses dispositions, notamment celles relatives à la prévention de la propagation des armes et au désarmement nucléaires, ainsi que celles bien entendu, prévoyant l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, qui est de nature à répondre aux légitimes attentes de développement économique et social durable de tout pays.

C'est à cette fin qu'a été créée la Haute Autorité Nigérienne à l'Energie Atomique (HANEA), rattachée au Cabinet du Président de la République, qui assure entre autres, les actions qui concourent à la promotion, et à l'utilisation des technologies nucléaires à des fins pacifiques, y compris l'électronucléaire et les radiations ionisantes. Cette institution est également en charge du suivi de la mise en œuvre de tous les instruments juridiques régionaux et internationaux en la matière.

La HANEA fédère et supervise toutes les initiatives de coopération et constitue pour le Gouvernement, un instrument d'action, pour mieux assurer la lisibilité et la visibilité de la politique qu'il entend mener dans le domaine nucléaire.

L'adaptation aux normes internationales des cadres institutionnel et législatif nationaux, nécessaire pour la mise en œuvre du programme nucléaire envisagé par notre pays, est en cours de finalisation, avec la création imminente de l'autorité nigérienne de sûreté nucléaire, et le parachèvement du processus de ratification du traité de Pelindaba, et des conventions internationales relatives au programme électronucléaire.

Le Niger note avec satisfaction les efforts continus de l'AIEA, et de l'OTICE, et se félicite de la coopération qu'il entretient ces deux institutions. Nous leur renouvelons ici toute notre gratitude, ainsi qu'à tous nos autres partenaires, pour leurs appuis multiformes.

Madame la Présidente,

Le contexte international reste marqué par des difficultés dans les négociations sur le désarmement nucléaire, des appréhensions, quant à la possibilité de bâtir le consensus nécessaire, et l'entrée en vigueur du TICEN qui se fait toujours attendre, malgré tous les efforts déployés par le SG des Nations Unies, le DG de l'AIEA, le SE de l'OTICE et leurs collaborateurs.

Nous tenons à souligner que le statu quo sur ces questions est de nature à saper la confiance générale, et à créer des obstacles, non seulement pour la promotion de la paix mondiale, mais aussi pour l'universalité du TNP vivement souhaitée. C'est pourquoi notre pays recommande:

- Plus de transparence dans le processus de négociation sur le désarmement nucléaire,
- Des mesures de confiance claires et précises, susceptibles d'assainir le climat et d'apaiser les appréhensions entre les EDAN et les ENDAN,
- Plus de volonté politique pour permettre enfin, l'entrée en vigueur du TICEN, en particulier de la part des huit pays de l'annexe 2 dudit traité, et
- Des efforts dans le sens de l'objectif d'un monde sans armes nucléaires.

Je vous remercie.